

Face à la dette, Les Républicains appellent à une refondation juste et responsable

Depuis de nombreuses années, Les Républicains alertent sur la bombe à retardement que constitue la dette et la situation explosive qu'elle fait peser sur notre pays, sa prospérité, sa souveraineté, sa solidarité. Le Premier ministre a eu raison de tirer le signal d'alarme, comme l'avait d'ailleurs fait son prédécesseur, Michel Barnier. La vérité doit être enfin regardée en face : la France est assise sur une pyramide de dettes et de dépenses qui à tout moment peut s'effondrer sur les Français, notamment les plus vulnérables. Cet endettement menace directement notre souveraineté.

Nous dénonçons le cartel du déni qui, de LFI au RN, refuse de voir l'évidence, multiplie les « yakafokon » mais ne propose aucune véritable solution. Les Républicains sont un parti de gouvernement : nous sommes prêts à agir avec toutes les bonnes volontés pour éviter le pire au pays, sur la base du « dépenser moins » et du « travailler plus » évoqué par le Premier Ministre François Bayrou.

Cependant, si la vision dessinée par le Premier ministre est globalement la bonne, des angles morts importants restent à combler pour que l'effort demandé soit véritablement puissant et juste.

Pour que l'effort soit juste, il ne doit pas peser uniquement sur ceux qui cotisent mais également sur ceux qui ne cotisent pas. Qu'il s'agisse notamment des étrangers légaux qui ne travaillent pas, mais également des clandestins. Sur la réforme de l'Aide médicale d'Etat, sur les délais d'obtention des aides sociales et familiales accordées aux étrangers, ou même les droits d'inscription des étudiants étrangers. Il serait paradoxal d'augmenter les efforts pour les français qui cotisent et de ne pas toucher aux avantages dont bénéficient les étrangers en situation irrégulière. C'est un point dur pour la droite : il ne peut y avoir d'exception à l'effort. De même, si nous nous félicitons que le Premier ministre ait repris l'idée, portée depuis longtemps par notre famille politique, d'une allocation sociale unique, celle-ci n'a de sens que si elle est plafonnée à 70% du SMIC, afin de récompenser le travail et de lutter contre l'assistanat. Moins pour ceux qui profitent, mais plus pour ceux qui méritent : le « travailler plus » doit permettre de gagner plus. Aussi, sur la suppression de deux jours fériés, nous estimons que d'autres pistes peuvent être étudiées, qui permettraient d'augmenter la quantité de travail et le pouvoir d'achat des salariés, à travers une sortie intelligente et négociée des 35 heures. Par ailleurs, les retraités ne peuvent être mis à contribution deux fois : à travers l'année blanche et la suppression des 10% d'abattement dont ils bénéficient. C'est un point qui, là aussi, devra être amendé, dans un souci de justice pour ceux qui ont travaillé toute leur vie.

Enfin, pour que l'effort soit puissant, il nous faut aller beaucoup plus loin que la suppression de 3000 postes de fonctionnaires. L'exemplarité que doit afficher l'Etat exige bien davantage. Un gisement d'économies importantes existe dans l'administration administrante : il doit être totalement exploité, par la suppression de toutes les agences et « machins » administratifs qui n'ont pas lieu d'être, celle des nombreux doublons entre les administrations, et un véritable travail sur les normes.

Tels sont les principes que, dans ce débat budgétaire, nous défendrons, avec cohérence. Un groupe de travail commun, associant nos députés, nos sénateurs, et l'équipe dirigeante de notre parti, sera créé dans les prochains jours, afin qu'ensemble, nous portions des propositions solides et crédibles au Parlement.

Naturellement, en l'absence de majorité, la possibilité d'engager des réformes d'ampleur est aujourd'hui limitée. Mais dans ce débat, nous évoquerons également les grandes ruptures que la droite veut porter, pour refonder un nouvel Etat et reconstruire un nouveau modèle social, car le moment de gravité que nous vivons exige que dans les prochaines années, la France sorte définitivement de plusieurs décennies d'illusions social-étatistes.

Bruno Retailleau